



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire « Infra-départemental de l'Indre » (CV_36ID) Campagne 2023

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Infra-départemental de l'Indre » au titre de la campagne PAC 2023. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « INFRA-DEPARTEMENTAL DE L'INDRE » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le dispositif des MAEC constitue une des réponses apportées par le Plan Stratégique National pour accompagner la transition des zones intermédiaires. A l'échelle du département de l'Indre, plusieurs collectivités territoriales contribuent déjà en tant qu'opérateur locaux de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) au déploiement de la stratégie en faveur de la transition agroécologique des exploitations et de la préservation des sols, mais également plus largement à la préservation de la biodiversité ou de la qualité de l'eau. On citera notamment le PNR Brenne, Le Pays de la Châtre en Berry, le Pays Castelroussin Val de l'Indre, la Communauté de Communes Chabris Pays de Bazelles, la Commune de Buzançais ou encore le SIAEP de la région de Brion.

L'ensemble de ces opérateurs ne permettent toutefois pas de couvrir l'intégralité du département de l'Indre. Aussi, le PAEC infra-départemental de l'Indre a pour objectif de compléter le maillage territorial afin de contribuer au déploiement d'une stratégie départementale cohérente pour la transition des zones intermédiaire, et la préservation des sols.

Au total, le territoire concerne 111 communes, dont 62 entièrement sont incluses dans le périmètre et 49 partiellement.

Communes entièrement comprises dans le Projet Agro-Environnemental et Climatique :

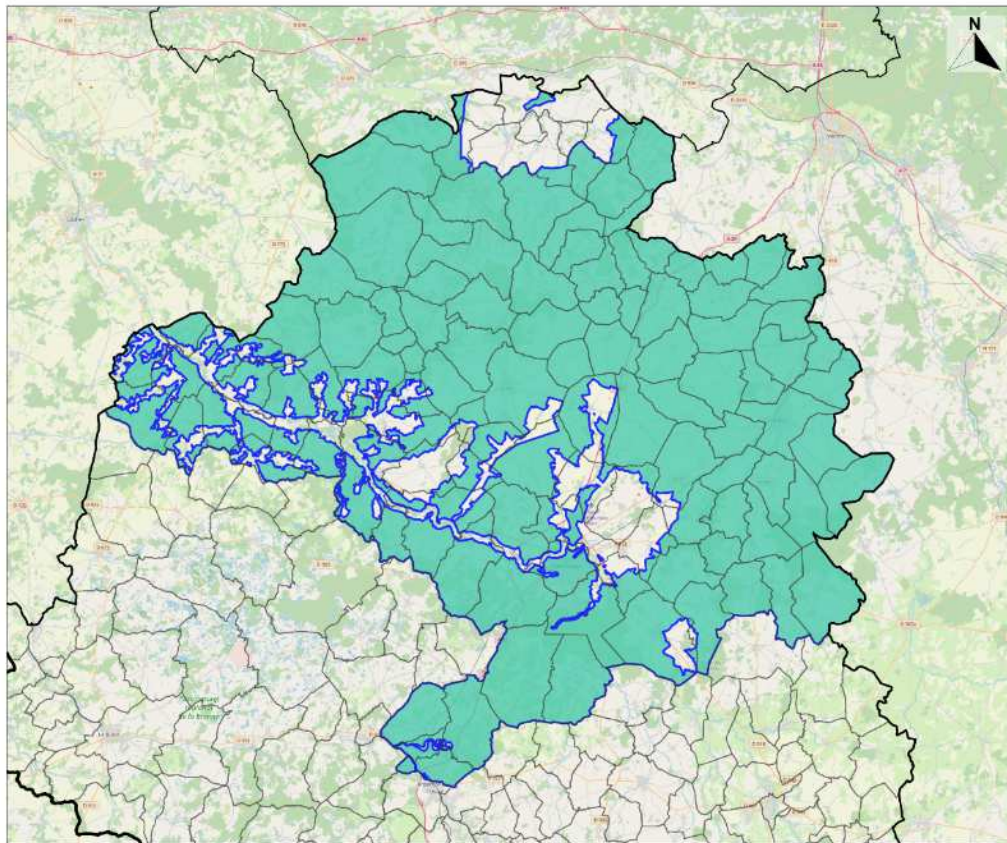
INSEE	NOM COMMUNE				
		36083	GIROUX	36170	REBOURSIN
36002	AIZE	36085	GUILLY	36171	REUILLY
36003	AMBRAULT	36086	HEUGNES	36175	ROUVRES-LES-BOIS
36009	ARTHON	36088	ISSOUDUN	36179	SAINT-AOUSTRILLE
36011	BAGNEUX	36090	JEU-MALOCHE	36181	SAINT-AUBIN
36013	BAUDRES	36092	LANGE	36191	SAINT-FLORENTIN
36019	BOMMIERS	36097	LINIEZ	36195	SAINT-GEORGES-SUR-ARNON
36021	LES BORDES	36098	LIZERAY	36199	SAINTE-LIZAIGNE
36023	BOUGES-LE-CHATEAU	36102	LUCAY-LE-LIBRE	36205	SAINT-PIERRE-DE-JARDS
36024	BRETAGNE	36103	LUCAY-LE-MALE	36209	SAINT-VALENTIN
36027	BRIVES	36107	LYE	36211	SASSIERGES-SAINT-GERMAIN
36029	BUXEUIL	36112	MARON	36215	SEGRY
36037	LA CHAMPENOISE	36116	MENETREOLS-SOUS-VATAN	36216	SELLES-SUR-NAHON
36041	LA CHAPELLE-SAINT-LAURIAN	36121	MEUNET-PLANCHES	36219	TENDU
36052	CHOUDAY	36122	MEUNET-SUR-VATAN	36222	THIZAY
36059	CONDE	36125	MIGNY	36230	VATAN
36065	DIOU	36135	MOULINS-SUR-CEPHONS	36231	VELLES
36069	ECUEILLE	36147	ORVILLE	36235	VEUIL
36075	FONTENAY	36152	PAUDY	36237	VICQ-SUR-NAHON
36080	FREDILLE	36166	PREAUX		VILLENTOIS-FAVEROLLES-EN-BERRY
36082	GEHEE	36169	PRUNIER	36244	
				36248	VOUILLON

Communes partiellement comprises dans le Projet Agro-Environnemental et Climatique :

INSEE	NOM COMMUNE				
		36064	DIORS	36188	SAINT-CYRAN-DU-JAMBOT
36004	ANJOUIN	36068	DUN-LE-POELIER	36190	SAINTE-FAUSTE
36005	ARDENTES	36071	ETRECHET	36194	SAINT-GENOU
36007	ARGY	36074	FLERE-LA-RIVIERE	36198	SAINT-LACTENCIN
36008	ARPHEUILLES	36077	FONTGUENAND	36200	SAINT-MARCEL
36026	BRION	36079	FRANCILLON	36202	SAINT-MAUR
36031	BUZANCAIS	36093	LEVROUX	36203	SAINT-MEDARD
36034	CHABRIS	36128	MONTIERCHAUME	36218	SOUGE
36040	LA CHAPELLE-ORTHEMALE	36136	MURS	36225	LE TRANGER
36042	CHASSENEUIL	36140	NEUVY-PAILLOUX	36228	VALENCAY
36044	CHATEAUROUX	36142	NIHERNE	36229	VAL-FOUZON
36045	CHATILLON-SUR-INDRE	36149	PALLUAU-SUR-INDRE	36233	LA VERNELLE
36050	CHEZELLES	36155	PELLEVOISIN	36241	VILLEDIEU-SUR-INDRE
36054	CLERE-DU-BOIS	36159	LE POINCONNET	36242	VILLEGONGIS
36055	CLION	36161	LE PONT-CHRETIEN- CHABENET	36243	VILLEGOUIN
36057	COINGS	36162	POULAINES	36247	VINEUIL
36063	DEOLS	36185	SAINT-CHRISTOPHE-EN- BAZELLE		

Périmètre du PAEC Infra-départemental de l'Indre

2023



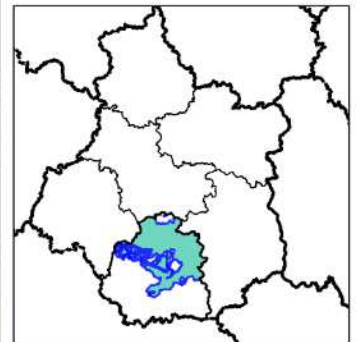
Sources : IGN BD TOPO, OpenStreetMap

0 10 20 km



Légende :

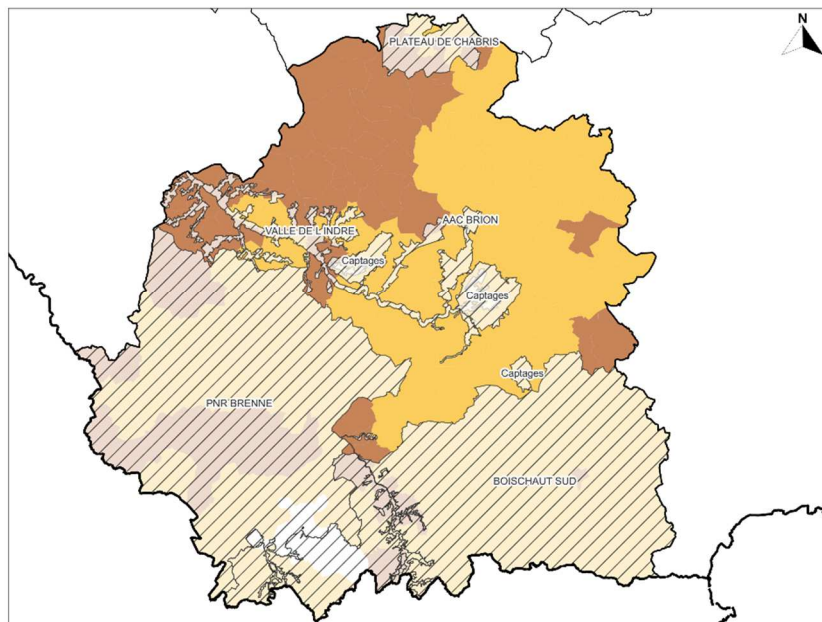
- Périmètre du PAEC
- Communes
- Départements
- Régions



Zones à enjeu pour la MAEC Semis direct (SDC1)

PAEC Infra-départemental de l'Indre

Priorisation géographique pour la MAEC Semi-direct



Sources : IGN BD TOPO, Chambre d'agriculture de l'Indre (2022)

0 10 20 km



Légende :

- Priorisation de l'enjeu Sol**
- Fort
 - Moyen
 - Faible ou absent

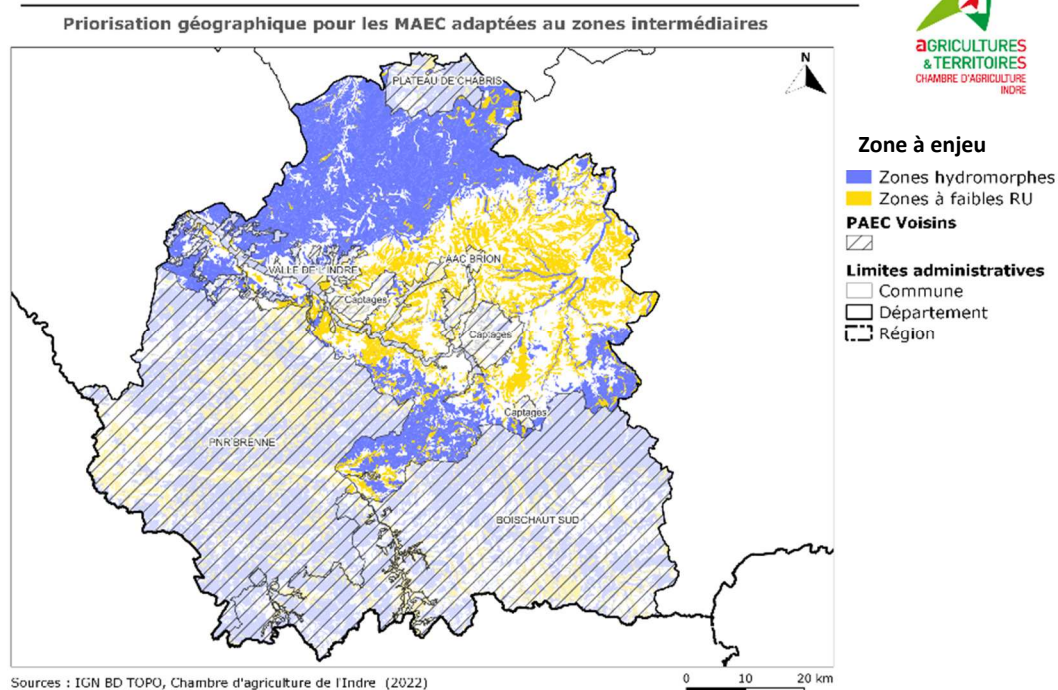
PAEC Voisins

- Commune
- Département
- Région

Sources : Données, DREAL CVL, DRIE, ©IGN, Conception DRAAF Centre-Val de Loire - Juin 2022

Zones à enjeu pour les MAEC adaptées aux zones intermédiaires (ZIGC, ZIPE)

PAEC Infra-départemental de l'Indre



Source : BDSOL Indre CA36/INRAE

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

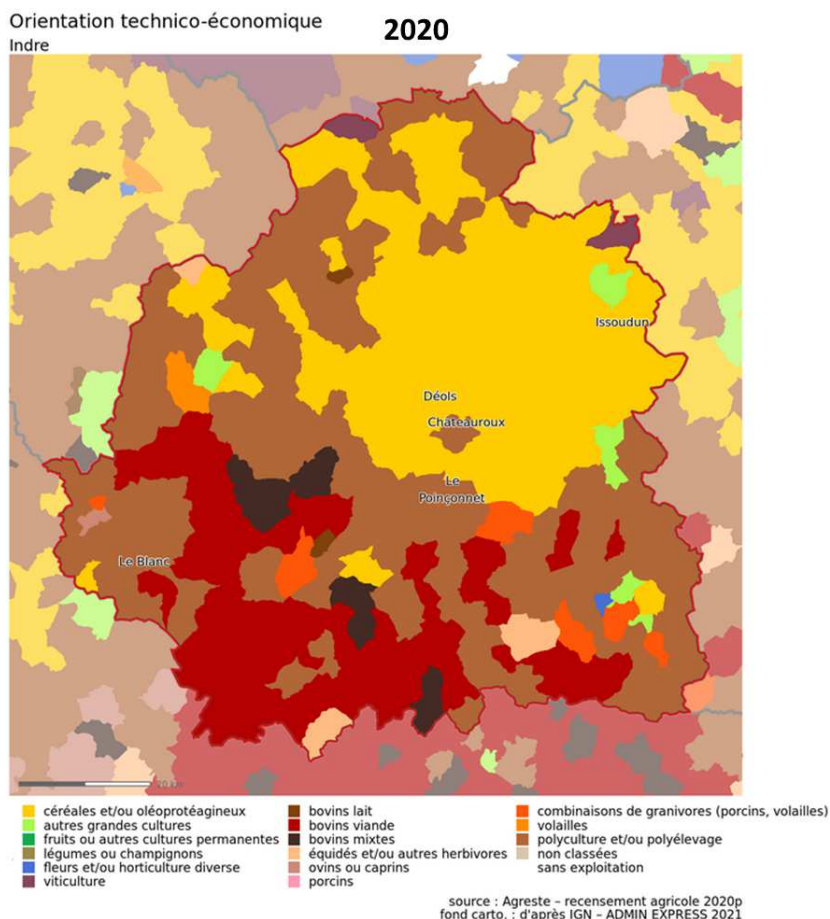
L'Indre, département de la région Centre Val de Loire, est à l'interface entre le Bassin parisien au nord et le piémont du Massif central au sud.

Comme beaucoup de territoires de la zone intermédiaire, en particulier des territoires de la périphérie au Bassin parisien, l'Indre offre une large gamme de sols et de paysages, en étroite liaison avec la nature du sous-sol et par voie de conséquence, à son histoire géologique. Les sols reposent principalement sur des formations calcaires issues de sédimentation marine du jurassique et du crétacé, recouvertes par endroit de matériaux d'origine détritique ou loessique (sables et argiles du tertiaires). Cette situation se traduit sur le terrain par une multitude de contraintes agronomiques, des qualités de "terres" très hétérogènes, souvent au sein d'une même exploitation.

A l'échelle du département, on distingue cinq régions naturelles :

- La **Champagne Berrichonne**, vaste plateau calcaire ouvert orienté vers les grandes cultures ;
- Le **Boischaut Nord**, ou gâtine de l'Indre, où l'on retrouve céréaliculture et élevage ;

- le **Pays Blancs**, plateau calcaire du jurassique, largement tourné vers la céréaliculture ;
- La **Brenne**, dit pays aux milles étangs, est une zone humide d'importance internationale classée au titre des sites RAMSAR, où l'élevage extensif et la pisciculture dominent ;
- le **Boischaut sud**, ou Boischaut méridionale, territoire de bocage dense avec un relief plus marqué et dominé par les activités d'élevage, notamment bovins allaitants.



Depuis plusieurs décennies déjà, on note une forte spécialisation des exploitations du département. Les systèmes polyculture-élevage dominant avant 1988 sont aujourd'hui minoritaires. Cette spécialisation des systèmes d'exploitation, s'est principalement faite au profit des systèmes de cultures céréalières et oléo-protéagineuses. Il s'agit d'une tendance globale des régions de zones intermédiaires ou un clivage, fonction des potentialités agronomiques des sols, s'opère localement. Aussi, bien que plus marginale, la spécialisation des exploitations, s'est également faite au profit des systèmes en bovin allaitant dans la partie sud du département. A l'échelle des communes, on observe toutefois peu d'évolution entre 2010 et 2020.

En 2020, l'Indre compte 3 738 exploitations agricoles, soit 23 % de moins qu'en 2010 lors du dernier recensement avec une baisse plus marquée pour les exploitations d'élevage ou mixtes (- 32 %). Les grandes exploitations sont les seules à voir leur effectif s'accroître. Moins nombreuses, les exploitations s'agrandissent. Elles valorisent désormais en moyenne 120 ha (+ 29 %), soit 27 hectares de plus qu'en 2010 et près de 46 hectares de plus qu'en 2000. Les exploitations mixtes sont celles qui ont le plus disparu, et sont également celles qui se sont le plus agrandies avec en moyenne 47 hectares de plus qu'en 2010.

Ainsi, en lien avec les orientations régionales mais également avec les enjeux départementaux et infra-départementaux identifiées, le PAEC aura pour premiers objectifs d'accompagner et de soutenir les activités d'élevage sur son territoire. A ce titre, les nouveaux installés, les exploitations non couvertes par le périmètre des zones défavorisées simples (aides ICHN) et les exploitations orientées dans les filières laitières (bovin et caprin) en forte diminution sur les dernières années seront les cibles prioritaires du PAEC.

Au regard de la typologie des exploitations du territoire et des contraintes agronomiques liées au contexte de potentiel agronomique limité sur le département, le PAEC infra-départemental visera également à accompagner les exploitations en grandes cultures ou à dominance grandes cultures dans la transition agroécologique de leur système. Dans ce cadre, le PAEC se veut un outil d'accompagnement à l'émergence de nouvelles pratiques (semi-direct notamment) et à la diversification des assolements vers des cultures à plus faible impact environnemental. Comme pour les activités d'élevage, le PAEC visera en priorité l'accompagnement des exploitants nouvellement installés et/ou celles présentant le plus de contraintes, notamment ici, agronomiques.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Sur le territoire, un seul type de mesure est proposé : des mesures « systèmes » pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant annuel	Financement
Terres arables – grandes cultures Prairies permanentes	Transition des « zones intermédiaires »	CV_36ID_HBV1	Système	Augmentation de l'autonomie alimentaire de l'exploitation en valorisant au mieux la production d'herbe, notamment par le pâturage et en développant des nouvelles cultures.	121 €/ha	80% FEADER 20% MASA
Terres arables – grandes cultures	Transition des « zones intermédiaires » Sol	CV_36ID_SDC1	Système	Gestion pérenne des sols agricoles en grandes cultures par une action positive sur l'érosion, la matière organique, l'activité biologique et le tassement des sols.	104 €/ha	80% FEADER 20% MASA
Terres arables – grandes cultures	Transition des « zones intermédiaires »	CV_36ID_ZIGC	Système	Préservation de la qualité de la ressource en eau en incitant les exploitants à mettre en œuvre différentes pratiques agricoles ayant des effets bénéfiques sur la qualité de l'eau et répondant à certaines des problématiques spécifiques aux zones de grandes cultures à faible potentiel.	92 €/ha	80% FEADER 20% MASA

Terres arables – grandes cultures	Transition des « zones intermédiaires »	CV_36ID_ZIPE	Système	Préservation de la qualité de la ressource en eau en incitant les exploitants à mettre en œuvre différentes pratiques agricoles ayant des effets bénéfiques sur la qualité de l'eau et répondant à certaines des problématiques spécifiques aux zones de grandes cultures à faible potentiel.	69 €/ha	80% FEADER 20% MASA
---	---	--------------	---------	--	---------	------------------------

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire «Infra-départemental de l'Indre ».

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

De manière générale, une exploitation dont la SAU est située à la fois en région Centre-Val de Loire et sur une région limitrophe, qui est éligible à un PAEC de la région Centre-Val de Loire et à un PAEC de la dite région limitrophe de par la localisation d'au moins une de ses parcelles sur le territoire de ces PAEC et qui sollicite une MAEC système proposée sur ces deux PAEC, ne sera pas prioritaire pour un engagement dans cette MAEC système en région Centre-Val de Loire s'il détient plus de SAU dans le PAEC de la région limitrophe que dans le PAEC de la région Centre-Val de Loire².

Sur le territoire Infra-départemental de l'Indre, les modalités de priorisation comprennent deux niveaux de priorisation : un premier niveau selon les types de MAEC et un second niveau selon les données de l'exploitation (profil de l'exploitant, filières concernées, engagements environnementaux et localisation du parcellaire au regard des enjeux).

1^{er} niveau de priorisation selon les MAEC :

- Priorité 1 : Bien-être animal - Autonomie fourragère - Elevages d'herbivores (HBV1),
- Priorité 2 : Sol - Semis direct niveau 1 (SDC1),
- Priorité 3 : MAEC adaptées aux zones intermédiaires (ZIPE et ZIGC),

² Ce critère est un critère de priorisation défini au niveau régional.

2^e niveau de priorisation selon les données de l'exploitations via une notation des exploitations effectuée de la manière suivante :

Critères communs à toutes les MAEC

Catégorie	Critères de sélection	0 points	2 points	5 points	10 points	25 points	Total	vérification
Administratifs	Exploitant à titre principal	NON				OUI	25	
	Nouvel installé depuis moins de 5 ans (inclus)	NON				OUI	25	Date installation
	Eligibilité à l'ICHN	OUI ou NON CONCERNE		NON critère de revenu non agricole	NON critère de zonage		10	Relevé PAC & Zonage
Engagement environnemental	Certification BIO	NON		OUI			5	Certificat
	Certification HVE	NON	Niveau 1 ou 2	Niveau 3			5	Certificat
	Certification label Bas Carbone	NON		OUI			5	Certificat
	Adhérent à des groupe de développement ou démarche innovante	NON		OUI			5	Adhésion
Filière et production	Intégration dans des filières de qualité SIQO (AOC/AOP, IGP, label rouge)	NON		label rouge	AOC/AOP/IGP		10	Contrat
	Intégration filières grandes cultures spécialisées	NON		Oui			5	Contrat
	Intégration dans des filières de proximité	NON		Oui			5	Contrat de vente
Zonages environnementaux	Pourcentage de l'exploitation en zone Natura 2000	NON	>0 % et <5%	≥5 % et <25%	≥25% et <50%	≥50 %	25	Zonage
	Pourcentage de l'exploitation concerné par une aire ou un périmètre de captage prioritaire	NON		>0 % et <5%	≥5 % et <25%	≥25 %	25	Zonage

TOTAL POINTS 150

Critères additionnels pour la MAEC Semi-Direct

	Critères de sélection	0 points	10 points	25 points	35 points	50 points	Total	vérification
Priorisation Enjeu sol	Pourcentage de l'exploitations en zone à enjeu fort	NON	>0% et <10%	≥25% et <50%	≥50% et <80%	≥80% et ≤100%	50	Carte des zones à enjeu

TOTAL POINTS (COMMUN + ADDITIONNEL) 200

Critères additionnels pour les MAEC adaptées aux zones Intermédiaires (ZIPE, ZIGC)

	Critères de sélection	0 points	2 points	5 points	10 points	25 points	Total	vérification
Priorisation Zones Intermédiaires	Pourcentage de l'exploitation sur des sols superficiel à faible réserve utile (<80 mm)	NON		>0% et <25%	≥25% et <50%	≥50% et ≤100%	25	Carte des sols 1 : 50 000 ème
	Pourcentage de l'exploitations sur des sols à hydromorphie importante	NON	>0% et <10%	≥25% et <50%	≥50% et <80%	≥80% et ≤100%	25	Carte des sols 1 : 50 000 ème

TOTAL POINTS (COMMUN + ADDITIONNEL) 200

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2023, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2023 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC³, en précisant le code de la mesure demandée.

Concernant les mesures « SDC1 » et « HBV1 », vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

Quelle que soit la MAEC proposée sur ce territoire, vous devez réaliser un diagnostic agro-écologique pour pouvoir y être éligible. L'organisme habilité à réaliser ce diagnostic est la chambre d'agriculture de l'Indre. Pour être recevable, ce diagnostic doit être signé du demandeur et de l'organisme habilité.

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Structure animatrice

Chambre d'agriculture de l'Indre
24, rue des Ingrains - 36022 CHATEAUROUX Cedex

Référent : METOIS Romain, Email : romain.metois@indre.chambagri.fr,
Téléphone : 02 54 61 61 37, Mobile : 07 87 47 39 80

³ Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>